Dimension sociale du projet européen

L'EUROPE A BESOIN D'UNE NOUVELLE VOIE

Rétablir les frontières n'est pas une solution au chômage, affirme avec force la syndicaliste Bernadette Ségol. Il faut trouver une manière positive d'assurer l'intégration économique et sociale en privilégiant l'investissement de long terme en Europe.

© Fotolia.com / Klaus Eppele

Dans cette rubrique :

Rétablir les frontières n'est pas une solution, l'Europe a besoin d'une nouvelle voie et doit investir, nous dit Bernadette Ségol, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats. La Commission sort une initiative pour anticiper et gérer le changement, mais les acteurs du changement, ce sont les entreprises qui peuvent contribuer à l'élaboration d'un projet collectif de long terme pour la société, insiste Christian Nibourel, président d'Accenture. Nous n'avons pas pris suffisamment la mesure des divergences croissantes en Europe entre intégration économique et sociale, pays du cœur et de la périphérie. Les remèdes ne peuvent provenir d'une approche *top-down*. C'est pourquoi nos partenaires polonais et italiens, NSZZ Solidarnosc et la Fondation Astrid, rappellent la nécessité de responsabiliser les partenaires sociaux.

Anne Macey

Après plus de cinq ans d'une crise économique doublée d'une crise sociale, les politiques d'austérité ont échoué en Europe. Les économies continuent à stagner au sein de l'Union européenne tandis que les niveaux actuels du chômage tournent toujours autour des 12 %. Même ceux qui ont un emploi sont souvent dans une situation de travail précaire, sans protection sociale. Les possibilités d'éducation sont refusées à des millions de jeunes qui, dans de nombreux cas, sont contraints à l'émigration.

On a en outre assisté à l'apparition de nouvelles fractures en Europe ; des inégalités entre les personnes, certes, mais aussi de nettes divisions entre États membres. La cohésion sociale a été érodée. Certains prétendent que le pire de la crise est passé mais il est difficile de les croire vu les taux actuels de chômage et les exemples d'inégalités que l'on constate aujourd'hui dans l'Union européenne. Bien sûr, une relance économique est bienvenue mais il n'est pas acceptable qu'elle se fasse aux dépens des citoyens. La crise ne peut être résolue si elle n'inclut pas une base solide en matière de politique sociale.

Un potentiel sous-exploité

Il y a là menace pour le développement économique, social et politique de l'Europe. La Confédération

européenne des syndicats (CES) est convaincue que l'UE dispose du potentiel pour combattre la crise. Ce potentiel existe déjà, ici, en Europe, mais il risque d'être négligé par des dirigeants et des gouvernements qui semblent déterminés à maintenir le cap actuel plutôt qu'à rechercher une nouvelle voie.

Le mouvement syndical s'efforce de libérer ce potentiel qui, malheureusement, reste sous-exploité ou sous-évalué par de nombreux responsables aujourd'hui. C'est un potentiel issu d'une base industrielle solide, de services publics et privés de qualité, d'une population instruite ayant accès à des institutions d'enseignement et de recherche innovantes ainsi que d'une société juste et inclusive. L'UE doit mobiliser ses forces pour un avenir meilleur, plus égalitaire, prospère, démocratique et pacifique.

© DR

Créée en 1973, la Confédération européenne des syndicats a, au cours de ces quatre dernières décennies, obtenu des avancées significatives en faveur d'une société plus équitable en Europe. Aujourd'hui toutefois, et alors que la crise se prolonge, de nombreux politiciens européens paraissent décidés à démanteler ces avancées. On ne peut permettre que cela arrive. Au sein du mouvement syndical, nous continuerons à résister contre toute tentative visant à détruire la dimension sociale du projet européen.

De nombreuses avancées ont été faites depuis le début de l'intégration européenne mais, après l'éclatement de la crise en 2008, la dimension sociale de l'UE a été inexistante. Si les responsables européens continuent à ignorer les vrais besoins des gens, l'UE continuera à faire du sur-place mais perdra aussi la confiance et le soutien de ses citoyens.

Après l'éclatement de la crise en 2008, la dimension sociale de l'UE a été inexistante

On a beaucoup spéculé sur la montée des partis d'extrême droite et des partis populistes en Europe et sur la manière dont le travail du Parlement européen serait affecté si les électeurs décidaient d'exprimer leur mécontentement de cette façon lorsqu'ils voteront pour leurs eurodéputés en mai 2014. Nous faisons pourtant confiance aux citoyens européens : rétablir les frontières n'est pas une solution au chômage. Dans un monde globalisé, l'isolement n'a rien à offrir aux générations futures. Nos pays sont trop petits pour lutter contre la concurrence mondiale. Il faut trouver une manière positive d'assurer l'intégration économique et sociale. La CES a, dans ce but, publié son manifeste en vue des élections du Parlement européen. Ce document appelle les candidats à appuyer les politiques qui soutiennent et favorisent la dimension sociale de l'Union européenne, d'une Europe qui offre à ses citoyens des emplois de qualité et un avenir prometteur et cherche à mettre fin à l'austérité, aux incertitudes et aux divisions. En fait, nous invitons les citoyens européens à voter pour des candidats qui changeront la manière dont l'UE est administrée.

Le plan de la CES prévoit un investissement annuel de 2 % du PIB de l'UE pendant dix ans

Investir pour éviter une décennie perdue

Malheureusement, ces mêmes citoyens ont de plus en plus le sentiment que l'Europe n'est pas administrée pour leur compte et ce sentiment persistera tant qu'ils auront l'impression que les responsables politiques ne sont pas prêts à changer de cap. C'est la raison pour laquelle, au sein du mouvement syndical, nous nous battons pour une nouvelle voie pour l'Europe.

C'est en réponse aux politiques qui ont échoué, tant au plan économique que social, que la CES demande ce nouveau cap, cette nouvelle voie pour l'Europe. Au lieu de davantage de coupes claires et d'austérité, nous proposons une alternative, un plan d'investissement présentant une perspective à long terme et qui vise à éviter une décennie perdue faite de chômage de masse, de travail précaire et d'injustice fiscale.

Alors que 1 000 milliards d'euros ont été dépensés pour sauver le secteur financier, et que le même montant est perdu chaque année du fait de l'évasion et de la fraude fiscales, il est maintenant temps de consacrer les ressources nécessaires pour assurer un avenir durable aux citoyens européens qui ont enduré de dures épreuves ces dernières années.

Notre plan prévoit un investissement annuel de 2 % du PIB de l'Union européenne pendant dix ans. Un tel investissement participera à l'établissement d'une base industrielle solide, de services publics et privés de qualité, de systèmes étatiques qui fonctionnent correctement et d'institutions de recherche et d'enseignement innovantes.

C'est ce niveau d'investissement qui est nécessaire maintenant pour relancer nos économies en crise, pour lutter contre la stagnation et rendre aux personnes espoir et confiance en l'avenir. Voilà la tâche qui attend tous ceux d'entre nous qui se soucient du projet européen aujourd'hui : syndicats, citoyens, institutions et responsables politiques de l'UE. Il est triste de constater que nombreux sont déçus par les politiques européennes actuelles mais cela ne veut pas dire qu'il doit en être ainsi. Les syndicats européens proposent une alternative, une voie nouvelle qui permet aux citoyens d'envisager un nouveau départ. La relance européenne ne se limite pas à maintenir les marchés ouverts, elle concerne également la protection et la cohésion sociales des personnes. C'est pour cela que nous continuerons à nous battre.

Bernadette Ségol
Secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES)